



Vive le PCF (mlm) !

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste

La situation au moment du congrès

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste s'est tenu à la fin de l'année 1922. C'est un congrès de transition : on n'est déjà plus dans l'esprit des précédents congrès, on n'est pas encore dans celui de ceux qui vont suivre.

Au moment où il s'ouvre, la marche sur Rome vient d'avoir lieu et on commence à comprendre que le fascisme n'est pas qu'un aspect de la réaction, qu'il est un saut qualitatif de celle-ci. Cela va modifier l'ensemble de la démarche de l'Internationale Communiste, pour aboutir à la thèse du Front populaire, quelques années plus tard.

De plus, en 1922, il est clair que la vague révolutionnaire issu d'octobre 1917 a connu, non pas un temps d'arrêt au sens strict, mais un détour et qu'on est là en pleine offensive du capital. Il s'agit donc de renforcer la base prolétarienne, d'où la stratégie du front unique et d'appel à un gouvernement ouvrier.

Le précédent congrès posait les bases de cette approche, le tout reposant sur l'évaluation de la crise générale du capitalisme, dont Eugen Varga est encore, pour l'instant, le principal analyste. Le capitalisme est en déclin, il cherche cependant une voie pour bloquer celui-ci de manière relative, en pressurant les salaires, en augmentant le temps de travail, etc.

La dimension de transition ne repose toutefois pas qu'en l'irruption du fascisme dans la conquête du pouvoir et l'offensive du capital. L'Internationale Communiste s'aperçoit également que ses tâches sont bien plus denses que prévues.

Il y a déjà des questions, comme celle des situations dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, qui demandent un gigantesque investissement intellectuel, d'analyses historiques approfondies. Cela exige de mettre des structures en place.

Il y a ensuite que la construction des Partis Communistes se déroule de manière bien moins correcte que prévue. Les Français sont divisés en tendances, les Danois ont deux structures séparées, les Norvégiens sont divisés et la direction a un mauvais rapport avec l'Internationale Communiste, la direction des Italiens a une démarche ultra-sectaire, etc.

On ne saurait comprendre l'ampleur de cette crise qu'affronte l'Internationale Communiste si l'on ne voit pas qu'il y a déjà eu une tentative de la résorber. Le Comité Exécutif élargi s'est en effet réuni à Moscou du 24 février au 4 mars 1922, avec 36 délégations.

On peut considérer que c'est le noyau dur de l'Internationale Communiste qui s'est alors réuni, avec comme pays représentés :

- l'Allemagne, la France, la Tchécoslovaquie, l'Italie, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Japon ;
- la Russie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie,
- la Pologne, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie,
- la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Hollande, l'Espagne, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie,
- le Canada, l'Australie, l'Argentine ;
- la Perse, la Chine, l'Afrique du Sud, Java.

Cette session du Comité Exécutif élargi a concrètement abordé les mêmes points que lors du congrès à venir – ce qui signifie que n'ont pas été résolus les problèmes entre-temps, lors d'une période de plus de six mois.

De plus, il y a ouvertement une opposition à l'application du principe de Front unique, avec une motion « minoritaire » signée des Partis espagnol, français et italien. Pour eux, hors de question de chercher à travailler avec les socialistes en général.

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste va révéler qu'on est à un tournant historique et que la réalisation du prolongement de la vague révolutionnaire d'octobre 1917 va être bien plus compliqué que ce que les communistes s'imaginaient.

L'organisation du congrès

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste s'est tenu du 5 novembre au 5 décembre 1922. 104 personnes prirent la parole, pour 187 discours.

Étaient présents 343 délégués représentant 58 pays ; le nombre de délégués a été réparti selon l'importance de chaque Parti, ainsi que de la situation du pays de ceux-ci, de l'importance dans la crise en cours, etc.

C'est ce qui explique le peu de délégués pour certaines délégations, malgré un nombre important de membres. Ainsi, on le Parti norvégien, avec 60 000 membres, qui a 5 délégués seulement, et le Parti bulgare, avec 40 000 membres, qui a 6 délégués.

Si le premier, qui a un nombre très important de membres par rapport à la taille de son pays a beaucoup de problèmes internes, le second est pourtant considéré comme celui le plus exemplaire dans l'Internationale Communiste, après bien entendu le Parti russe.

Inversement, le Parti japonais, qui n'a que 250 membres pourtant, a 4 délégués, tout comme le Parti américain, qui a 8 000 membres seulement, a 8 délégués. C'est là bien sûr l'importance de leurs pays respectifs qui jouent.

Ces différenciations se lisent également très bien quand on voit la nature du bloc de Partis ayant un nombre important de délégués bien plus important que les autres.

Le Parti russe, au pouvoir et s'appuyant sur 324 522 membres, a 75 délégués ; le Parti ukrainien, qui a 80 000 membres, a 10 délégués.

Le Parti allemand, qui dispose de 226 000 membres, a 23 délégués, tout comme le Parti français, qui a pourtant 78 828 membres. Le Parti italien, qui a 24 638 membres, a 21 délégués, alors que le Parti tchécoslovaque, qui a 170 000 membres, n'en a que 17.

On doit noter ici de plus que le Parti italien comptait alors seulement 1,5 % de femmes dans ses rangs, contre 20 % pour le Parti tchécoslovaque.

C'est un aspect considéré comme secondaire, ou plutôt comme un processus en cours : il existe en effet un secrétariat dirigé par Clara Zetkine, épaulant le Secrétariat de l'Internationale Communiste (la part de femmes dans le Parti allemand est de 11-12 %, dans le Parti norvégien de 15 %, dans le Parti français de 2 %, en Belgique de 6 %, en Angleterre le chiffre est également très faible). Pareillement afin de les valoriser, les sections jeunesse et syndicale de l'Internationale Communiste profitent de 20 délégués chacun également.

On comprend donc qu'une importance essentielle va être accordée à la France, à l'Italie, aux États-Unis, à la Tchécoslovaquie, à la jeunesse, aux syndicats. C'est un aspect important, car cela signifie qu'à son quatrième congrès, l'Internationale Communiste assume d'être encore en construction, en évolution.

On comprend inversement, dans une telle situation, quelle est la difficulté d'évaluer correctement les Partis relevant d'un pays où la révolution a échoué. Le Parti finlandais, qui a 25 000 membres et réussit à avoir un rôle significatif encore malgré la sanglante répression, a 7 délégués ; le Parti hongrois, qui est démantelé dans le pays et n'existe de manière organisée qu'en exil, a 7 délégués également, mais nommés directement par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le restant des pays présents, pour citer les principaux, a un nombre de délégués plus restreints: Espagne (3 délégués), Roumanie (3), Suède (6), Lettonie (6), Suisse (3), Autriche (4), Pays-Bas (1), Belgique (1), Chine (3 invités, 1 seul présent), Inde (4 invités, 1 seul présent), Irlande (3), Azerbaïdjan (2), Géorgie (2), Lituanie (2), Estonie (2), Danemark (1), Perse (2), Turquie (2), Australie (2), Argentine (2), Afrique du Sud (1), Java (1), Canada (1), Portugal (1), Chili (1), Uruguay (1), Brésil (1), Mexique (1), Arménie (1).

A cela s'ajoute une soixantaine de délégués n'ayant qu'un droit de vote consultatif.

On aurait tort toutefois de considérer que tout cela a été bien organisé : en effet, des querelles très importantes étaient nées dans de nombreux partis. On a ainsi l'exemple tout à fait parlant du Parti Communiste d'Autriche.

Le Comité Exécutif reçoit un message comme quoi trois délégués ont été élus mais ne pourront pas venir pour des raisons matérielles et que, de toutes façons, leur mandat leur a finalement été enlevé au profit d'un autre. Ils arrivent tout de même, et le quatrième dans la foulée. Ce genre de situation est typique de conflit allant jusqu'à être d'une très grande virulence entre différentes tendances, différentes fractions.

Une large partie du quatrième congrès est polluée par des discussions d'opposition entre les tendances, avec en toile de fond ce qui a été mis en avant par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste :

- le front unique, afin de relancer la mobilisation ouvrière ;

- l'appel à un gouvernement ouvrier, comme expression politique parallèle au front unique.

La considération stratégique

C'est Clara Zetkine, représentante du Parti Communiste d'Allemagne, qui ouvrit le quatrième congrès de l'Internationale Communiste, le 5 novembre 1922.

Comme c'était la règle, la marche funèbre fut jouée après une présentation des innombrables martyrs tombés pour la Cause. Cependant, cinq ans s'étaient écoulés depuis la révolution russe, 15 mois depuis le 3^e congrès, et Zinoviev fut obligé de parler non plus de la révolution mondiale comme aspect principal, mais de la réussite de la mise en place de l'Internationale Communiste :

« C'est justement au cours de ces quinze derniers mois qu'est devenu assuré, en un certain sens, la prochaine destinée de l'Internationale Communiste. Il va de soi que l'Internationale Communiste, au sens historique du mot, voit sa victoire assurée.

Même si notre organisation de combattants disparaissait de la surface de la terre sous le feu de la réaction, comme cela est arrivé aux communards de Paris [en 1871] et à la première Internationale, l'Internationale Communiste renaîtrait et amènerait le prolétariat à la victoire.

Mais il en va de la question de savoir si l'Internationale Communiste, telle qu'elle existe présentement, si notre génération de combattants va parvenir à remplir la mission historique qu'a assumée l'Internationale Communiste. »

Zinoviev dit alors : puisque toutefois l'Internationale Communiste existe encore malgré quinze mois de coups de boutoir de la réaction armée et de la seconde Internationale, ainsi que de la seconde Internationale « et demie », alors l'avenir lui est assuré.

Il s'agit de présenter comme temporaire le fait que la répression a été brutale en Yougoslavie, en Roumanie, en Grèce, en Italie bien entendu avec le fascisme, mais également en Pologne, en Finlande, en Lituanie, en Estonie, aux États-Unis, alors qu'en Allemagne le président de la république est un social-démocrate.

C'est là un aspect essentiel du quatrième congrès. En effet, il apparaît clairement qu'aucune victoire à court terme n'est espérée, au sens il y aurait un prolongement direct de la vague révolutionnaire partie de Russie qui pourrait encore se dérouler. Rien que le reflux syndical le reflète – le nombre de syndiqués passant de 25 millions en 1920 à au grand maximum 18 millions en 1922.

Il s'agit désormais de construire des Partis, sur le modèle russe, afin de réaliser le second moment de la révolution mondiale, qui est considéré comme devant se produire à court terme.

Zinoviev formule cela ainsi, faisant glisser délicatement l'aspect principal de la question :

« Toutes les conditions objectives mûrissent pour la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays décisifs. Toutes les préconditions économiques sont visibles.

La seule chose qui manque à la classe ouvrière du monde entier est ce qui est connu

comme le facteur subjectif – l'organisation de classe qui soit suffisante, la conscience de classe qui soit suffisante. En ce sens, le rôle de la social-démocratie est très grand au moment présent (...).

La seconde Internationale est le principal pilier de la bourgeoisie. Sans l'aide de la seconde Internationale et de l'Internationale [syndicale] d'Amsterdam, la bourgeoisie ne peut pas se maintenir. »

On a ici une clef essentielle de la vie de l'Internationale Communiste. On passe de la diffusion du message (avec le premier congrès), puis des grands principes (les second et troisième congrès), au mélange de deux, c'est-à-dire à l'association de la subjectivité révolutionnaire et de l'organisation bolchevique. Le poids de la social-démocratie est présentée comme le frein essentiel au processus.

La thèse du déclin du capitalisme, avec des cycles, formulée par Eugen Varga à l'occasion du troisième congrès, est ainsi maintenue, mais ajustée dans un sens organisationnel toujours plus marqué.

C'est également un congrès de transition dans la mesure où le fascisme est un thème abordé, mais pas de manière formelle, pas comme un thème d'importance capitale. Au congrès suivant, cela ne sera déjà plus le cas, le fascisme commençant à devenir l'un des sujets majeurs, avant de devenir le thème du septième congrès en lui-même avec le principe de Front populaire.

Parti de cadres, Parti de masse

Pour comprendre le rapport à la social-démocratie du quatrième congrès de l'Internationale Communiste, il faut bien voir que, de manière unilatérale, il était considéré que la scission avec la social-démocratie était consommée. Zinoviev se moqua par exemple de Georg Ledebour comme d'un « révolutionnaire à l'ancienne mode ».

Or, si Georg Ledebour était un centriste, il avait été un opposant à la première guerre mondiale. Il avait participé à la révolution spartakiste de 1918 ; il refusa le passage dans le camp social-démocrate des restes de l'USPD n'ayant pas rejoint les communistes et fonda en conséquence l'Union Socialiste. Il appartint ensuite au Parti Ouvrier socialiste tout en soutenant des initiatives de masse des communistes, soutenant finalement en 1948 la fusion des socialistes et des communistes dans le SED dans la partie orientale de l'Allemagne.

L'incapacité à saisir de manière dialectique une figure comme Georg Ledebour est symptomatique de tout un volontarisme, d'une posture visant à forcer le cours des choses, une attitude qui était, en fait, systématique dans les organisations de l'Internationale Communiste.

Cela aboutit à la formation d'oppositions internes se querellant sur les interprétations des directives de l'Internationale Communiste. Une gauche du Parti Communiste de Tchécoslovaquie avait ainsi littéralement fait sécession contre ce qu'elle voyait comme une inaction de sa direction et donc un véritable « attentat » anti-parti.

Des conflits internes ouverts s'exprimaient dans les Partis hongrois, allemand, américain, français, tchécoslovaque, etc.

L'Italien Amadeo Bordiga formulait quant à lui les thèses gauchistes antiparlementaires et ultra-centralistes, ultra-volontarisme reflétant en fait simplement le relatif recul des communistes suite au tassement momentané de la crise révolutionnaire.

Cela était d'ailleurs parallèle au gauchisme dit germano-hollandais, éjecté de tout rapport avec l'Internationale Communiste et qui désormais rejetait toute grève, au nom de la révolution imminente considérée comme seule actualité !

On avait affaire à une fuite en avant dans un radicalisme « puriste » justement fondamentalement opposé au principe de front unique mis en avant par l'Internationale Communiste pour sortir de la période de tassement. Le radicalisme « puriste » dans l'Internationale Communiste affirmait que le front unique était une bonne ligne... mais inapplicable dans le pays concerné.

Il y a, au-delà de cette question éminemment importante, une problématique de fond travaillant l'Internationale Communiste dans toute son histoire, et qu'elle ne résoudra pour ainsi dire jamais, scellant son destin.

Comment conjuguer, en effet, l'exigence d'un Parti d'avant-garde sur le plan idéologique, avec une discipline de fer, et l'exigence d'être un Parti de masse ? Toutes les options oscillaient fondamentalement dans un sens ou dans un autre, se confrontant brutalement aux choix inverses.

Radek formule cette question substantielle de la manière suivante au quatrième congrès, exprimant le point de vue des tendances « de gauche » :

« Je suis d'avis que, dans la situation où se trouve le prolétariat à l'échelle mondiale, le danger ne vient pas de gauche, mais de droite.

Le danger de droite repose avant tout en ce qu'il est très difficile, dans une période où les masses ne partent pas à l'assaut, de mener la politique communiste.

Dans une période d'assaut, chaque ouvrier sent instinctivement la nécessité de l'action révolutionnaire et le Parti est ensuite plus le régulateur que la force de mise en branle.

Dans une telle période de préparation organique entre deux vagues de la révolution, comme nous nous trouvons désormais, le communisme signifie en premier lieu un difficile travail de préparation spirituelle du Parti.

Et avec la jeunesse de nos Partis Communistes d'un côté, et avec son passé social-démocrate de l'autre, il n'est pas seulement pas facile, mais même très difficile de relier deux choses : le caractère de masse du Parti avec son caractère communiste. »

Ayant ici l'appui de Zinoviev, le point de vue de Radek pose le problème de manière technique-pragmatique et, par conséquent, les problèmes ne furent en réalité que repoussés. Tout ce qui importait, en 1922, pour l'Internationale Communiste, c'était de se tourner fondamentalement vers les masses, pour empêcher la réduction des Partis au niveau de sectes coupés de la vie populaire, et cela alors qu'une nouvelle vague révolutionnaire allait se produire.

Les soubresauts provoqués par l'émergence de tendances conflictuelles ne furent pas analysés comme un phénomène idéologique. Cela le sera lors des prochains congrès, avec la mise en place

de la bolchevisation comme solution.

L'offensive du capital et le fascisme

Lénine intervint au congrès, à la huitième session du quatrième congrès de l'Internationale Communiste, le 13 novembre 1922, prononçant un discours en allemand au sujet des cinq ans de la révolution russe et des perspectives de la révolution mondiale. Il y raconta comment le régime soviétique organisa un capitalisme d'État, effectua un recul temporaire avec la NEP, nouvelle politique économique, avec un secteur privé encadré.

L'aspect principal était que le régime s'était maintenu, qu'il pouvait maintenant souffler et se mettre à apprendre. Cependant, apprendre devait aussi être le mot d'ordre des communistes à l'extérieur de la Russie. Alors que, selon Lénine, les perspectives de la révolution mondiale seraient excellentes.

Lénine n'aborda que très brièvement la question du fascisme, soulignant que c'était un enseignement pour les Italiens comme quoi la situation n'était pas telle que des bandes fascistes ne pouvaient pas apparaître.

Il y a ici un aspect essentiel, mais nouveau, qui ne faisait qu'être découvert. Dans la conquête des masses, le fascisme se présentait comme un phénomène contre-révolutionnaire avec des contours qu'on ne connaissait pas.

Boukharine souligna l'importance de ne pas sous-estimer cela :

« Une seconde erreur que j'ai remarqué dans le discours de la camarade Ruth Fischer consiste en la phrase suivante : «la force organisationnelle est un reliquat de l'esprit social-démocrate».

Ce n'est en aucun cas un reliquat de l'esprit social-démocrate. Nous ne devons établir la considération politique selon laquelle l'organisation n'est pour nous quasiment rien, alors que l'ensemble de la bourgeoisie avec son organisation trouve même de nouvelles formes.

Le fascisme n'est pas une simple forme d'organisation dont la bourgeoisie disposait auparavant – elle est une forme nouvellement trouvée, qui est adaptée au nouveau mouvement avec l'intégration mobilisatrice des masses.

Entre autres : la bourgeoisie comprend que pour elle aussi un parti de masse est nécessaire, ce que malheureusement même [Amadeo] Bordiga ne comprend pas. »

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste ne considérait pas toutefois que le Fascisme était devenu la principale forme de contre-révolution. Il était raisonné en terme d'offensive du capital en réponse à la vague révolutionnaire.

Le capitalisme se maintenait, non pas par un nouvel élan, mais en pressurant les masses. Le fascisme était vu comme un phénomène de révolte petite-bourgeoise venant servir d'appui au capitalisme.

C'est Radek qui se chargea d'exposer ce concept d'offensive du capital, dans un long exposé ; il résuma la situation au nom de l'Internationale Communiste de la manière suivante :

« La caractéristique de la période où nous sommes est que, malgré que la crise du capital mondial ne soit pas encore dépassé, que, malgré que la question du pouvoir soit toujours objectivement au centre de toutes les questions, les larges masses du prolétariat ont perdu la considération qu'ils pourraient conquérir le pouvoir à court terme. Elles sont poussées à la défensive. »

Dans ce cadre, le fascisme y est présenté comme un aspect illégal de la contre-révolution qui s'ajoute aux gouvernements contre-révolutionnaires encaissant l'onde de choc de première vague de la révolution mondiale.

Cela relève de la mise en place par la bourgeoisie d'opérations pour relancer l'économie, stopper le développement du communisme, alors que trois pays sont des points névralgiques de l'affrontement entre révolution et contre-révolution : l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et l'Italie.

En ce sens, Radek résume de la manière suivante la grande réflexion que les communistes firent avec la victoire du fascisme en Italie :

« Je vois dans la victoire du fascisme non pas une victoire mécanique des armes des fascistes, mais j'y vois la plus grande défaite qu'a connu le socialisme et le communisme depuis le début de la période de la révolution mondiale, une plus grande défaite que celle de la Hongrie soviétique, car la victoire du fascisme est une suite de la banqueroute momentanée, spirituelle et politique, du socialisme italien et de tout le mouvement ouvrier italien (...).

Rosa Luxembourg a un jour dit que les meilleurs défenseurs de la bourgeoisie ont ceux qui ont des illusions.

Les illusions, seulement la petite-bourgeoisie peut en avoir, et comme le socialisme italien s'est révélé une illusion, alors les fascistes purent lui opposer l'illusion petite-bourgeoisie.

Ils ont attaqué les organisations des ouvriers et ceux-ci n'ont pas su se défendre. Dans les villes et les centres industriels, les masses restèrent unis. Mais dans les petites villes et les villages, où les ouvriers étaient dispersés, ils ont été les victimes du fascisme.

Ils les a d'abord maîtrisés avec les armes, ensuite il les a toutefois guidés. Et il n'y a aucun doute que si dans les centres industriels, les masses ouvrières n'ont intérieurement pas suivi le fascisme, celui-ci a dans les campagnes et les petites villes pas seulement gagné les ouvriers par les armes, mais aussi en partie avec sa politique démagogique (...).

Si nos amis italiens, les communistes, veulent être un Parti petit et pur, alors je peux leur dire, qu'un Parti petit et pur trouve aisément sa place en prison. »

Le Parti allemand étant, malgré sa grande qualité, en pleine reconstruction après la défaite de 1918, le Parti italien se retrouvant dans une situation terrible, le Parti tchécoslovaque ne se trouvant pas dans un pays capitaliste de faible taille, c'est ainsi le Parti français qui se voit accordé une place capitale dans le dispositif de l'Internationale Communiste.

La section française

Les Français se firent encore remarquer, à leur habitude, lors du quatrième congrès de l'Internationale Communiste. Il y eut ainsi une violente polémique entre deux délégués à l'occasion du débat sur les coopératives, mais il était considéré comme normal de leur part de s'invectiver au congrès.

Le Parti français était effectivement divisé entre plusieurs tendances, qui ne cachaient nullement leur hostilité les unes pour les autres. On peut considérer qu'il y avait trois tendances majeures et deux secondaires.

À ce moment, l'Internationale Communiste les reconnaissait. Ainsi, Jean Varlet (en fait François Koral, d'origine polonaise) défendit ouvertement le point de vue de sa tendance, le congrès lui donnant trois quart d'heures pour s'exprimer. Il sera lui-même exclu du Parti en 1932, dont il restera cependant toujours proche à travers une importante action dans la CGT.

Il dit notamment la chose suivante : en France, il n'y a jamais eu de mouvement ouvrier de masse et de plus, ni les ouvriers ni même finalement les membres du Parti ne savent en quoi consistent des conseils ouvriers. Appliquer une ligne de masses, ce serait donc faire disparaître le Parti lui-même, le diluer, le dissoudre.

Ferdinand Faure tiendra pareillement un discours de remise en cause des remarques de l'Internationale Communiste au sujet du Parti français. S'il expliqua qu'il resterait toujours dans le Parti et dans l'Internationale Communiste, soulignant sa fidélité lors de sa prise de parole, il sera exclu peu après le quatrième congrès pour avoir dénoncé celui-ci dans la presse communiste et rejoindra dans la foulée les socialistes de la SFIO.

Alfred Rosmer fit remarquer au sujet de la critique de Ferdinand Faure qu'effectivement en France les interventions de l'Internationale Communiste étaient perçues comme des ingérences. Lui le regrettait et dénonça le refus du front unique, interprétant toutefois celui-ci dans un sens syndicaliste. Lui-même quittera le Parti par la suite pour prôner le syndicalisme.

Pareillement, le délégué français Émile Béron sera exclu du Parti en 1932, deviendra ensuite un député indépendant pro-Front populaire grâce au désistement du PCF, pour finalement voter les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Le délégué français Arthur Henriet sera lui mis de côté à la fin des années 1920.

C'est la base même du Parti qui est instable, à tous les niveaux, sa base étant trop peu formée, trop peu compréhensive, trop indisciplinée, trop ancrée dans le révolutionnarisme ou le réformisme. On l'aura aisément compris, les Français s'avéraient ingérables et ne suivaient pas les consignes.

Boukharine résuma cela de la manière suivante lors du congrès au sujet de la tendance centriste :

« Les tendances centristes françaises sont les reliquats de l'ancienne idéologie social-démocrate ; elles ont également un masque blanc.

Leur masque consiste en ce qu'elles acceptent tout ce qu'on leur propose. On peut les donner 21 conditions, ces 21 conditions vont être acceptées. On peut leur proposer de

très bonnes résolutions sur l'activité du Parti ; ces bonnes résolutions sont tout de suite acceptées à l'unanimité.

Il en est toujours ainsi. On approuve tout ce que veut le prétendu diktat de Moscou. Puis, évidemment, on dénonce naturellement le diktat de Moscou avec toute l'énergie communiste, mais on signe tout ce qui est demandé.

C'est tout d'abord parfaitement loyal en apparence, mais le grand danger repose en ce que tout reste sur le papier. Après la prise de telles bonnes résolutions, strictement rien n'est fait.

Les déviations, les déviations tactiques qui existent matériellement, ne sont jamais formulées. »

Les problèmes étaient innombrables. Il y avait déjà les rapports à la franc-maçonnerie, cette structure bourgeoise apolitique à prétention humaniste. Il y avait, surtout, une soumission complète au syndicalisme révolutionnaire, ce qui était d'autant plus choquant que le Parti avait 80 000 membres, par rapport aux 300 000 membres dans la CGT Unifié où est actif le Parti.

Les syndicalistes révolutionnaires avaient en fait l'hégémonie idéologique et culturelle, au point que leurs conceptions se retrouvaient même dans la presse du Parti qui, de toutes façons, n'avait rien de véritablement communiste d'ailleurs.

Ce penchant syndicaliste connaissait un pendant opportuniste, avec un ancrage dans une tradition socialiste d'avant-guerre, ce qui se formalisait par l'existence d'un forte tendance au centrisme, avec à sa tête Daniel Renoult, qui deviendra par la suite la figure de proue du « communisme municipal ».

Zinoviev n'y alla d'ailleurs pas par quatre chemins : il expliqua que si la naissance d'un Parti Communiste était difficile, en ce qui concerne la France cela l'était encore plus que prévu.

La résolution sur la question française du quatrième congrès de l'Internationale Communiste est donc très claire : désormais, c'est l'Internationale qui prend les choses en main. On y lit :

« Le 4^o Congrès de l'Internationale Communiste constate que l'évolution de notre Parti français depuis le socialisme parlementaire jusqu'au communisme révolutionnaire s'opère avec une extrême lenteur qui est loin de s'expliquer par les conditions uniquement objectives, par les traditions, par la psychologie nationale de la classe ouvrière, etc., mais qui est due, avant tout, à une résistance directe et parfois exceptionnellement opiniâtre des éléments non communistes qui sont encore très forts dans les sommets du Parti et particulièrement dans la fraction du centre qui, depuis Tours, a eu, pour la plus grande part, la direction du Parti.

La cause fondamentale de la crise aiguë que traverse actuellement le Parti se trouve dans la politique d'attente, indécise et hésitante, des éléments dirigeants du centre qui, devant les exigences urgentes de l'organisation du Parti, essaient de gagner du temps, couvrant ainsi une politique de sabotage direct dans les questions syndicales, du front unique, de l'organisation du Parti et autres. Le temps ainsi gagné par les éléments dirigeants du centre a été perdu pour le progrès révolutionnaire du prolétariat français.

Le Congrès fait au Comité Exécutif une obligation de suivre de toute son attention la vie intérieure du Parti Communiste français afin de pouvoir, en s'appuyant sur la majorité incontestablement prolétarienne et révolutionnaire, le libérer de l'influence des éléments qui ont engendré la crise et qui ne cessent de l'aggraver. »

Cette situation horrifiait d'autant plus l'Internationale Communiste que ce fractionnisme au sein du Parti français existait alors qu'aucune action de masse n'avait été même encore menée. Or, c'est justement les actions de masse qui avaient été le détonateur, en Allemagne, des divergences de vue.

Cette absence d'action de masse est liée au fait que le Front unique n'avait pas été réalisé en France non plus, alors qu'on était passé de 628 000 grévistes dans la première partie de 1920 à 57 000 pour la seconde partie de la même année et 9 000 seulement en 1921.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste avait pourtant, à de très nombreuses reprises, en 1921 et 1922, cherché à modifier les positions du Parti français, mais l'absence de réponses fut une sorte de règle du côté français. La situation apparaissait comme intenable et c'est le sens de la résolution sur la section française, accompagnée même d'un programme d'action formulé pour elle au quatrième congrès.

De plus, l'Internationale Communiste réorganisa elle-même le Comité Central. Au Comité Central du Parti français furent nommés 10 membres de la tendance centriste, 9 de celle de gauche, 4 de celle de droite, 1 de la tendance de Jean Renaud, la grande figure « paysanne » du Parti français historiquement.

L'Internationale Communiste exigea également que les articles de l'Humanité présentant les points de vue du Parti ne soient plus signés, que ses journalistes ne travaillent plus pour la presse bourgeoise et il fut même procédé à une répartition des postes dirigeants de la presse, des différentes commissions du Parti selon les tendances.

On a cependant là une question de fond, qui allait se poser avec d'autant plus d'acuité dans tous les Partis de l'Internationale Communiste. Fallait-il accepter ce principe de tendances ? La réponse allait être négative, avec la mise en place de la « bolchevisation ».

Les questions non résolues

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste fut celui de la prise de conscience d'un retard concernant de nombreux thèmes, malgré les volontés initiales de les résoudre. Le décalage n'en fut qu'amèrement ressenti.

Il y avait ainsi déjà la question agraire. Eugen Varga fit un long rapport à ce sujet et il souligna d'autant plus l'importance de la question que, dans le contexte d'offensive du capital, il fallait renforcer le camp de la révolution, donc mobiliser les paysans.

Le problème était cependant double : d'abord, la paysannerie pauvre subissait l'influence d'une bourgeoisie agraire solidement organisée, ensuite les Partis Communistes constitués n'étaient absolument pas en mesure de mener un travail de fond en ce domaine.

Les situations étaient qui plus est très différentes selon les pays, voire au sein du pays. En

Yougoslavie, l'agriculture était composée de paysans avec des terres dans un esprit assez égalitaire en Serbie, d'unités capitalistes en Croatie, d'une structure féodale en Bosnie-Herzégovine. Il y avait là un grand défi, reflétant qu'on en était qu'au début des analyses et de la structuration des luttes.

Le quatrième congrès fut également le premier à aborder en tant que tel la question noire, soulignant la terrible situation dans les États du sud des États-Unis. Cette mise en perspective est liée à l'insistance sur la question de tous les peuples victimes de l'impérialisme.

Tan Malaka, un communiste d'Indonésie, une figure d'importance dans son pays, posa ainsi au quatrième congrès de l'Internationale Communiste la question du rapport au panislamisme. C'était une question d'importance, ouverte par l'effondrement de l'empire ottoman.

Et cela montre que, en 1922, malgré l'importance extrême accordée à la question des peuples opprimés par l'Internationale Communiste, il n'y avait pas encore d'analyses de fond de faites, pas encore de ligne stratégique de formuler, encore moins de tactiques. Dans le contexte électrique du début des années 1920, cela va aboutir à l'espoir d'obtenir des coups de pouce historique et la question musulmane était espérée en être un.

En effet, toute une génération petite-bourgeoise, cultivée grâce à la colonisation, tout en étant empêtré dans ses propres traditions mystiques, cléricales, avait vu avec horreur tomber le dernier obstacle idéologique à la colonisation : l'empire ottoman. Ce dernier était en effet le « califat » nécessaire à tout musulman. Sa disparition bouleversait toutes les conceptions musulmanes et une immense littérature commença à naître. Une figure importante était par exemple celle de Muhammad Asad (1900-1992), de son vrai nom Leopold Weiss. Ce Juif autrichien converti à l'Islam participa en première ligne à l'émergence de l'anticapitalisme romantique musulman, principalement depuis l'Arabie devenant Saoudite.

L'Internationale Communiste constatait le début de ce phénomène et n'avait pas encore les outils pour l'évaluer correctement. Effaçant la question féodale, elle ne retint qu'une dimension anti-impérialiste capable de mettre le feu dans l'ensemble des pays musulmans et d'ainsi contribuer à l'affirmation de la révolution mondiale lancée en Octobre 1917.

De manière pragmatique, le panislamisme était vu comme un levier possible pour la mobilisation de masses afin d'affaiblir l'impérialisme. L'Indien Manabendra Nath Roy considérait pareillement que, tout en restant prudent, il fallait soutenir de manière unilatérale le mouvement de la bourgeoisie nationale.

Comment cependant organiser une tactique adéquate depuis l'Internationale Communiste, alors que les situations étaient très différentes dans chaque pays de type colonial ou semi-colonial ? La problématique devenait d'autant plus grave que c'était un prétexte, de la part des Partis Communistes des pays impérialistes tel en France et en Grande-Bretagne, pour ne pas affronter la question.

Cela amena plusieurs Partis à protester contre l'incapacité du quatrième congrès à accorder une grande place à la question coloniale et semi-coloniale. Le quatrième congrès ouvrait toute une série de questions ; les exigences tactiques soulignaient le besoin d'analyses stratégiques.